

Vers un mouvement paysan ouest-africain

Les organisations de producteurs agricoles de 17 pays africains constituent un front commun pour promouvoir les positions du monde rural



Ousséini Ouedraogo
Burkina Faso



Souleymane Keita
Mali



Ibrahima Coulibaly
Mali

Regroupant les organisations paysannes et faïtières de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi que le Tchad, une plate-forme paysanne a vu le jour en septembre 1999 à Ouagadougou. L'une de ses premières initiatives a été de mandater deux émissaires au Sommet de l'UEOMA en décembre dernier à Lomé, afin de présenter son programme aux chefs d'États.

Des leaders paysans membres de la plate-forme se trouvaient à la FIARA de Dakar où ils ont discuté des avancées de leur projet. Conversation à bâtons rompus avec *Grain de sel*.

Ousséini Ouedraogo, coordonnateur des programmes de la FENOP: «*Les OP sont parties du constat que très souvent, des réformes sont uniformément mises en œuvre dans le secteur agricole sans que les producteurs y soient associés, ou alors inégalement selon les pays. Dans la sous-région, les partenaires et les processus sont toujours les mêmes. Que ce soient les PAS (Plans d'ajustement structurels), les PASA (Programme d'ajustement pour le secteur agricole), ces programmes stratégiques sont soutenus par les mêmes bailleurs: Banque mondiale, Union européenne, institutions des Nations Unies, coopérations bilatérales, etc. Ces similitudes, ajoutées à l'appartenance au même espace éco-géographique sahélien et côtier, ont milité en faveur de la constitution d'une plate-forme d'échange d'expériences. Elle permettra aux organisations paysannes de constituer une véritable force de proposition face aux États, aux coopérations internationales et aux ONG, dans la*

formulation des politiques et la mise en œuvre des programmes de développement».

«*Depuis l'avènement des PAS en effet, ajoute M. Souleymane Keita, planteur maraîcher à Kati au Mali, et coordonnateur de la plate-forme paysanne des pays membres du Sahel, les agriculteurs africains sont confrontés aux problèmes de financement de l'agriculture, d'organisation du monde rural et de renforcement de ses capacités. Les États se sont désengagés et ont lancé des politiques libérales. De nouveaux acteurs ont fait leur apparition sans qu'une définition claire de leurs responsabilités ait été entreprise. Dans tout ce contexte, les paysans ne se sont pas sentis impliqués, alors que nous sommes dans une dynamique d'intégration et de mondialisation. Ainsi au niveau des organisations régionales comme la CEDEAO, l'UEOMA, les producteurs ne peuvent pas se faire entendre, alors que des décisions y sont prises, qui nous concernent directement. D'autre part, pour arriver à maîtriser des enjeux, tels que l'OMC, les Accords de Lomé, nous devons nous rassembler et informer nos membres sur ces questions*».

▼ De nombreux réseaux se constituent

Dominique Madou conseiller auprès de la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO): «*Les OP essaient de se renforcer pour mieux se faire entendre au niveau international. Quatre plates-formes nationales sont pour l'instant opérationnelles: le CNCR du Sénégal*, la FUPRO du Bénin, le CCOF du Burkina et le Conseil fédéral des paysans du Cameroun (CFPC), mais de nombreux réseaux sont en train de se constituer*».

Alors que les OP cherchent à prendre en mains leurs problèmes, bien des institutions ont du mal à

laisser échapper des prérogatives qu'elles exerçaient jusqu'alors. Le message livré par la plate-forme au Sommet de l'UEOMA, a été qu'il valait mieux accompagner ces nouvelles dynamiques que les freiner. Car les organisations paysannes vivent des réalités que ne perçoivent pas toujours les politiques, comme par exemple le problème de la protection du petit producteur.

«*C'est un problème vital auquel nous sommes confrontés, insiste Ibrahima Coulibaly, agriculteur péri-urbain, président du Syndicat malien de la solidarité rurale. Nous souhaitons que le programme d'investissement du secteur agricole en négociation avec la Banque mondiale dans différents pays africains, tienne compte des exploitations familiale si on veut éviter la disparition des petits producteurs africains et faire en sorte qu'ils produisent et vendent mieux. Or cette petite exploitation qui occupe la majorité de nos ruraux, semble menacée par le concept d'agro-business qu'on cherche à imposer aux Africains. Des organisations paysannes ont réussi à participer aux discussions avec la Banque mondiale sur ce problème et leur objectif est de bien faire comprendre qu'on doit d'abord moderniser les exploitations familiales avant de penser à l'agro-business*».

Prochaine étape, Cotonou en mai 2000, avec à la clé un important dossier: la mise en place d'un Fonds régional de renforcement des capacités des OP. Des bailleurs potentiels ayant manifesté leur intérêt pour soutenir ce projet, la réunion de Cotonou devra décider de la gestion du Fonds et de ses modalités d'accès ■

Sylvia Serbin

CNCR, Conseil national de concertation et de coopération des ruraux. CCOF, Cadre de concertation des organisations faïtières



Visant à promouvoir les potentialités de la sous région, la Foire internationale agricole et des ressources animales qui s'est tenue du 6 au 19 décembre dernier à Dakar semble avoir réussi son premier pari.

Avec ses 700 visiteurs par jour et les contacts noués entre producteurs, organisations professionnelles et industriels, la FIARA affiche en effet un bilan plutôt encourageant. Portée par la grande détermination du Président de son comité d'organisation, M. Boubacar Cissé, président des apiculteurs du Sénégal, cette initiative, il faut le dire, a représenté un véritable défi. C'est la première fois qu'une organisation paysanne, le *Conseil national de concertation et de coopération des ruraux* (CNCR) et l'*Association des présidents de conseil rural* (APCR), s'affranchissaient des canaux administratifs habituels pour prendre en main une telle manifestation. Jusqu'au bout la FIARA a revendiqué son caractère de «foire des paysans» et sa sobriété a été à la mesure des moyens des producteurs qui l'ont soutenue.

Soixante-dix exposants représentant un large échantillonnage des régions de production du Sénégal, ont ainsi présenté leurs produits, issus de l'agriculture, de l'élevage, de petites unités de transformation, mais aussi de l'artisanat qui constitue une importante activité connexe en milieu rural. Étaient également présents certains partenaires du développement rural (instituts de recherche, coopérations étrangères) qui ont présenté quelques d'expériences menées sur le terrain. L'un des stands les plus courus a été sans conteste la

FIARA 2000

Les paysans à la rencontre des distributeurs et des consommateurs

bourse d'échanges sur Internet ouverte par la FIARA en collaboration avec la *Fondation Global Point*, récemment installée au Sénégal pour favoriser des échanges commerciaux. Ce site qui permettait aux producteurs de faire connaître leurs produits sur le Web a enregistré de nombreuses connexions de l'étranger.

Autre fait marquant, la présence de responsables paysans de 17 pays africains, de la Mauritanie au Tchad, en passant par la Guinée, le Burkina Faso, le Niger, le Cameroun, la Gambie et la Côte d'Ivoire, venus s'associer à cette première FIARA, grâce au soutien de SOS FAIM, du Club du Sahel et du CTA¹ (page 4).

▼ Identifier des jeunes motivés par un retour à la terre

Bien qu'elle ait été d'envergure modeste, l'un des points forts de la FIARA est d'avoir introduit une formidable animation autour des différents pôles d'intérêts liés à son secteur d'activité. Ce furent les forums organisés dans le cadre de journées professionnelles thématiques et qui ont donné lieu à de fructueux échanges entre experts, producteurs, partenaires du développement, représentants d'administrations et un public assidu d'étudiants aux métiers de l'agriculture. Profitant de cette tribune, l'Inter-Réseaux y a organisé deux débats, l'un orchestré par

Daouda Sakho sur «le financement de l'agriculture» et le second sur l'évaluation des organisations paysannes animé par Daouda Diagne.

Le journal *FIARA Infos*, quotidien pendant la foire et distribué gratuitement, a contribué à élargir l'audience de la manifestation. D'ailleurs l'ambition de ses promoteurs est d'en faire un nouveau support à destination du monde rural. Le milieu éducatif n'était pas non plus en reste, puisque le CNCR a offert des prix d'encouragement aux meilleurs élèves de fin d'études des établissements de formation. Un pont relationnel amené à déboucher sur des bourses d'études qui permettront aux plus méritants de se spécialiser en fonction des besoins du terrain, avant d'être orientés par les organisations paysannes vers des offres d'emplois. Enfin, un volet culturel, baptisé RUR'ART, a permis de récompenser quelques œuvres d'artistes locaux magnifiant le travail de la terre dans le domaine des arts plastiques, de la poésie et de la musique.

Ces actions ont suscité un réel élan autour de la FIARA au point qu'un club des amis de la FIARA a été lancé par de jeunes producteurs et sympathisants pour en assurer la pérennité. Une initiative à laquelle le CNCR et l'APCR restent attentifs en vue d'identifier des jeunes gens motivés par un retour à la terre pour les aider à s'installer.

La deuxième édition de la FIARA est prévue en mars 2001 à Dakar ■

1. Centre technique de coopération agricole et rural.